



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 18 avril 2013

**L'ADMINISTRATION CUOMO TROUVE UNE ENTENTE AVEC LE DEUXIÈME PLUS IMPORTANT FOURNISSEUR D'ASSURANCES OBLIGATOIRES AU PAYS, MENANT LES EFFORTS DE RÉFORME NATIONALE ET FAISANT ÉCONOMISER DES MILLIONS AUX PROPRIÉTAIRES DE MAISON ET AUX INVESTISSEURS**

***L'entente entre New York et QBE inclut la restitution pour les propriétaires de maison, une amende de 10 millions de dollars et d'importantes réformes de l'industrie***

***L'entente en suit une autre avec Assurant, le plus grand fournisseur d'assurances obligatoires au pays; les entreprises responsables de plus de 90 % du marché des assurances obligatoires dans l'État de New York ont maintenant accepté les réformes***

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que l'enquête du Département des Services financiers de l'État de New York (DFS) avait permis d'en arriver à une entente supplémentaire avec un important fournisseur d'assurances obligatoires, QBE, ce qui oblige l'entreprise à mettre en place des réformes novatrices au plan national dans l'État de New York pour mieux protéger les propriétaires de maisons contre les abus de l'industrie.

L'entente avec QBE inclut une restitution aux propriétaires de maisons ayant été pénalisés, une amende de 10 millions de dollars versée à l'État de New York et un ensemble de réformes - acceptées le mois dernier par Assurant, Inc., le plus grand fournisseur d'assurances obligatoires au pays, dans le cadre d'une entente avec le DFS - qui fera économiser aux propriétaires de maison, aux contribuables et aux investisseurs des millions de dollars grâce à des taux réduits.

Avec l'entente précédente entre DFS et Assurant, l'entente d'aujourd'hui avec QBE signifie que les entreprises responsables *d'au moins 90 %* du marché des assurances obligatoires dans l'État de New York ont accepté les réformes de l'administration Cuomo, novatrices sur le plan national. (QBE est le deuxième plus grand fournisseur d'assurance obligatoire au pays et dans l'État de New York depuis l'acquisition en 2011 de la société d'assurances obligatoires de Balboa Insurance Company, une filiale de Bank of America. La société d'assurance de Bank of America est également signataire de cette entente.)

French

« Les versements et les gains dans l'industrie des assurances obligatoires étaient autrefois un secret honteux qui poussait beaucoup trop de familles au bord de la saisie, mais l'enquête de mon administration permet de mettre un frein à ces abus, a déclaré le Gouverneur Cuomo. Les réformes novatrices sur le plan national que nous mettons en place entraîneront des coûts d'assurances réduits sur les maisons et une meilleure protection pour de nombreux travailleurs de New York. »

Benjamin M. Lawsky, directeur des Services financiers, a déclaré : « Les réformes derrière les assurances obligatoires dans l'État de New York continuent de prendre de l'essor. Nous incitons les autres régulateurs à suivre en mettant en place les réformes de New York dans tout le pays, pour que tous les propriétaires de maison, peu importe où ils vivent, soient mieux protégés contre les abus. »

Plus tôt ce mois-ci, le directeur Lawsky a envoyé une lettre aux autres commissaires des assurances d'État pour les inciter à mettre en place les réformes sur les assurances forcées de New York dans tout le pays. La lettre est disponible [ici](#).

### **Les découvertes de l'enquête du DFS sur QBE**

En octobre 2011, le DFS a lancé une enquête sur l'industrie des assurances obligatoires, y compris sur QBE et ses filiales. Une assurance obligatoire est une assurance fournie par une banque, un prêteur ou un administrateur hypothécaire quand un emprunteur ne garde pas l'assurance exigée par les conditions de l'hypothèque. Cela peut arriver si le propriétaire de maison laisse sa police arriver à expiration (souvent dû à des problèmes financiers), si la banque ou l'administrateur hypothécaire détermine que l'emprunteur n'a pas une couverture d'un montant suffisant ou si l'emprunteur reçoit une assurance obligatoire par erreur.

L'enquête du DFS a révélé que les primes facturées aux propriétaires de maison pour une assurance obligatoire peuvent être de deux à dix fois plus élevées que les primes d'assurance volontaire, même si les assurances obligatoires offrent une protection nettement inférieure aux propriétaires de maison qu'une assurance volontaire.

En effet, même si les banques et les administrateurs choisissent la police d'assurance obligatoire à acheter, les primes élevées sont au final facturées aux propriétaires de maison et, en cas de saisie, les coûts reviennent aux investisseurs. Lorsqu'une hypothèque appartient ou est endossée par une entreprise parrainée par le gouvernement, comme Fannie Mae ou Freddie Mac, ces coûts finissent pas retomber sur les contribuables.

### ***Relations troublantes, concurrence inversée***

L'enquête du DFS a révélé que le QBE était en concurrence pour faire affaire avec les banques et les administrateurs hypothécaires par ce qui est connu comme le nom de « compétition inversée. » C'est-à-dire que plutôt d'offrir des bas prix, les assureurs font de la concurrence en offrant une part des profits.

Ce partage des profits fait monter les prix des assurances obligatoires en créant des mesures d'incitation pour les banques et les administrateurs hypothécaires pour l'achat d'assurances obligatoires avec primes élevées. C'est parce que plus les primes sont élevées, plus les assureurs ont payé aux banques.

Dans certains cas, QBE a payé des commissions aux agences et vendeurs d'assurance affiliés aux administrateurs hypothécaires. Habituellement, les commissions sont de dix à vingt pour cent de la prime indiquée sur le portefeuille de prêt hypothécaire du fournisseur. L'enquête indique que les agences et les vendeurs affiliés font peu ou aucun travail pour les commissions qui leur sont versées par QBE.

En juin 2011, QBE a acquis auprès de Bank of America (BOA) l'entreprise d'assurances obligatoires d'une filiale du nom de Balboa Insurance Company. Balboa a fourni des assurances obligatoires sur des hypothèques administrées par Countrywide et BOA (dont plusieurs appartenaient à des investisseurs) durant la période où Balboa appartenait à Countrywide et BOA, ainsi que sur les hypothèques d'autres administrateurs. Cette entente était extrêmement rentable pour Countrywide et BOA en raison du faible rapport effectif des assurances obligatoires en cas de danger. De plus, cette entente créait un conflit d'intérêts potentiel, la marge de profit de Countrywide et de BOA pouvant augmenter si les filiales de Balboa plaçaient plus de polices.

### ***Primes exagérément élevées aux frais des propriétaires de maison, des contribuables et des investisseurs***

Indice de forte rentabilité des assurances obligatoires pour QBE, la société a très peu payé en réclamations comparé au primes reçues - ce qui est connu sous le nom de rapports effectifs des sinistres aux primes.

De 2009 à 2011 respectivement, les rapports effectifs des sinistres aux primes de QBE Insurance pour les assurances obligatoires en cas de danger dans l'État de New York étaient de 18,2 %, 18,5 % et 13,5 %. Ces rapports effectifs sont considérablement inférieurs au rapport effectif attendu de 55 % tel que déclaré au Département par QBE.

De plus, QBE Insurance a payé des commissions éventuelles à son gestionnaire de programme affilié, QBE FIRST, lorsque les rapports effectifs des sinistres aux primes se situaient sous un chiffre donné, lequel allait de 35 à 40 % -- nettement moins que les rapports effectifs des sinistres aux primes attendues déclarés au Département par QBE Insurance. Cela engendre pour QBE FIRST des stimulants qui le pousse à garder les rapports effectifs des sinistres aux primes le plus bas possible.

### **Clauses principales des ententes**

L'entente signée aujourd'hui inclut la restitution pour les propriétaires de maison ayant subi des préjudices de la part de QBE et de Balboa, une amende de 10 millions de dollars payée par QBE et un ensemble d'importantes réformes.

Le directeur Lawsky a déclaré : « QBE a fait ce qu'il fallait en adoptant ces réformes. Nous devons maintenant faire en sorte que toute l'industrie de New York soit assujettie à nos réformes. »

Voici certaines des clauses principales de l'entente d'aujourd'hui :

*Pour réduire les coûts des assurances obligatoires pour toute entreprise non reliée aux inondations :*

- QBE devra rapporter au DFS un tarif de prime avec rapport effectif des sinistres aux primes permis de 62 %, soutenu par les données requises et l'analyse actuarielle acceptable professionnellement et selon le DFS. Cela réduira de manière considérable les primes des propriétaires de maison.
- Chaque trois ans, QBE sera tenu de rapporter de nouveau ses taux pour l'examen du DFS.
- Si les taux réels de QBE d'une année quelconque entraînent un rapport effectif des sinistres aux primes de moins de 40 % de celui de l'année précédente, QBE sera tenu de rapporter ses taux pour l'année suivante pour l'examen du DFS afin de faire remonter le rapport effectif.
- QBE doit rapporter chaque année au DFS son rapport effectif des sinistres aux primes, les primes gagnées, les dépenses détaillées, les pertes et les provisions.

*Pour mettre fin aux pratiques incorrectes révélées par l'enquête du DFS, plusieurs ayant aidé QBE à soutenir des primes exagérées :*

- QBE ne peut émettre une assurance obligatoire sur une propriété hypothéquée administrée par une banque ou un administrateur affilié à Assurant.
- QBE ne paiera aucune commission à une banque ou un administrateur ou à une personne ou une entité affiliée à une banque ou un administrateur sur des polices d'assurance obligatoire obtenues par l'administrateur.
- QBE ne renouvellera pas les polices d'assurance obligatoire d'une personne ou une entité affiliée avec les banques ou l'administrateur ayant obtenu les polices.
- QBE ne paiera pas les commissions éventuelles basées sur la rentabilité garantie ou les rapports effectifs des sinistres aux primes.
- QBE ne fournira pas de services extérieurs gratuits ou à coûts réduits aux banques et aux administrateurs ni à leurs affiliés.
- QBE ne fera aucun paiement, incluant, mais sans limitation, le paiement des dépenses, aux administrateurs et aux prêteurs ou à leurs affiliés en vue de s'assurer des affaires.
- Les réformes ci-dessus s'appliqueront également à Balboa comme si ses polices étaient expirées et que la société devait écrire de nouvelles polices obligatoires dans le futur.

*Pour la restitution aux personnes ayant subi des préjudices :*

- Les remboursements seront versés aux consommateurs par un processus de réclamations et par le biais d'un administrateur externe choisi par le DFS et payé par QBE pour les propriétaires

de maison s'étant fait imposer une assurance après le 1er janvier 2008 et qui répondent aux critères d'admissibilité de l'une des trois catégories de demandeurs suivantes :

- Les propriétaires de maison ayant des paiements en souffrance sur leur hypothèque ou ayant été saisis en raison d'une assurance obligatoire.
- Les propriétaires de maison s'étant fait facturer une assurance obligatoire dont le montant de la couverture était supérieur à celui permis par leur hypothèque.
- Les propriétaires de maison s'étant fait facturer une assurance obligatoire par erreur : soit qu'ils avaient une assurance volontaire en vigueur, soit qu'ils ont dû payer les taux commerciaux pour une résidence.

De plus, selon les conditions des ententes, QBE fournira des divulgations et avis accrus aux propriétaires de maison, et fera en sorte que le montant de la couverture imposée à un propriétaire de maison ne puisse outrepasser le dernier montant connu de la couverture, sous réserve que si celui-ci n'est pas conforme à l'hypothèque, le montant de la couverture ne peut pas dépasser les frais de remplacement des améliorations apportées à la propriété.

Pour lire les copies complètes des ententes signées aujourd'hui, visitez le :

<http://www.governor.ny.gov/assets/documents/balboaconsentorder2013,04.17.pdf>

<http://www.governor.ny.gov/assets/documents/balboaconsentorder2013,04.17.pdf>

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418